

## **Les enfants des *sans-papiers*: un défi pour le système éducatif israélien**

*Julia Resnik<sup>1</sup>*

*Université Hébraïque de Jérusalem, Israël*

### **Résumé**

Israël se définit comme un pays d'immigrants. Ses politiques promeuvent l'immigration des Juifs, mais elles découragent la venue d'immigrants non-Juifs. Malgré cette politique migratoire sélective, la mondialisation et les conditions politiques en Israël ont attiré une main-d'œuvre étrangère. Si une grande partie de cette dernière est arrivée avec un contrat de travail, de nombreux immigrants sont entrés illégalement en Israël. Les communautés des *sans-papiers* - majoritairement africains et sud-américains - habitent principalement la zone de Tel-Aviv et elles comportent déjà quelques milliers d'enfants, ayant été scolarisés dans les écoles publiques. La communication évoquera deux types de problèmes qui sont posés aux autorités éducatives israéliennes.

Un premier problème, d'ordre organisationnel, est celui du cadre d'accueil pour les enfants n'ayant pas encore atteint l'âge scolaire. A défaut d'une politique nationale, trois options se sont développées:

- Les écoles maternelles communautaires à Tel-Aviv, destinées à la grande majorité d'enfants, s'étant développées dans des conditions d'enseignement déplorables, en raison de la clandestinité et de la précarité économique;
- Les écoles maternelles publiques, n'étant accessibles qu'à partir de 5 ans;
- Les écoles maternelles chrétiennes à Jérusalem.

Un second problème, d'ordre culturel, tient au caractère juif de la population cible dans la plupart des établissements scolaires publics. Comment faut-il alors envisager la scolarité d'enfants non-juifs? On se demandera si les défis posés par cette nouvelle population peuvent-ils conduire le système éducatif israélien à une politique éducative multiculturelle, qui prendrait en compte la diversité culturelle croissante du pays.

### **Resumen**

Israel se define como un país de inmigración. Sus políticas promueven la inmigración de judíos y desalientan la inmigración de no judíos. A pesar de esta política migratoria selectiva, la mundialización y las condiciones políticas en Israel atraen a la mano de obra extranjera. Si una gran parte de la misma llega con contratos de trabajo, una gran cantidad, asimismo, trabaja en el país en forma ilegal. En su mayoría las comunidades de indocumentados habitan en la zona de Tel Aviv; éstas comprenden a unos miles de niños que han sido escolarizados en escuelas públicas. Esta presentación evoca dos tipos de problemas que se plantean a las autoridades israelíes.

---

<sup>1</sup> Notice biographique: Docteur en sociologie de l'Université de Tel Aviv et maître de conférences à l'Ecole d'éducation de l'Université de Jérusalem. Ses travaux portent sur la globalisation des modèles éducatifs, la sociologie du curriculum et la scolarisation des enfants de l'immigration. Elle a publié les résultats de ses recherches dans des revues internationales comme *Anthropology and Education Quarterly*, *Curriculum Inquiry*, *Education et Sociétés*, *Ethnic and Racial Studies*, *Nation and Nationalism*. Courriel: juliares@mscc.huji.ac.il

## *L'éducation en débats: analyse comparée, Vol 2*

El primer problema - de orden organizacional - corresponde al marco de recepción para los niños que no han alcanzado aún la edad escolar. A falta de una política nacional, tres opciones diferentes se han desarrollado:

- Los jardines de infantes comunitarios en Tel Aviv, a los que acuden la gran mayoría de niños de padres indocumentados. En razón de su situación de clandestinidad y de su precariedad económica, estos jardines se encuentran en un estado deplorable en lo que se refiere a la enseñanza;
- Los jardines de infantes públicos a los cuales los niños pueden acceder sólo a partir de los 5 años de edad;
- Los jardines de infantes cristianos en Jerusalém.

El segundo problema - de orden cultural - tiene que ver con el carácter netamente judío de la población escolar en la mayoría de los establecimientos escolares públicos. De que manera se debería enfocar la escolaridad de niños no judíos? Esta nueva población escolar representa, de alguna manera un desafío para el sistema educativo israelí. Podría el mismo conducir hacia una política educativa multicultural que tomaría en consideración la creciente diversidad cultural del país?

### **Israël et l'évolution du phénomène des *sans-papiers***

Israël est considéré traditionnellement comme un pays d'immigration. Mais, en tant qu'Etat du peuple juif, Israël a toujours encouragé la venue d'immigrants juifs et, en même temps, il a découragé l'immigration des non-juifs (Kimmerling, 1983; Shafir et Peled, 1998; Smooha, 1990 et Yiftachel, 1997).

Pendant la dernière décennie on voit en Israël une augmentation d'immigrants non-juifs. Israël est devenu un pays importateur de main-d'œuvre (Bartram, 1998; Bar Zuri, 1996 et State Comtroller, 1996). Cette main-d'œuvre représente environ 10% de la main-d'œuvre totale (environ 200.000 personnes). Comme dans le cas des pays européens des années '60 et '70, la quête d'une solution temporaire pour procurer au marché du travail une main-d'œuvre à coût réduit a entraîné l'émergence de communautés de travailleurs immigrés (Massey et Liang, 1989; Schmitter Heisler, 1992; Cornelius, Martin & Hollifield, 1994).

Ainsi, en Israël, plusieurs communautés d'immigrants non-juifs ont commencé à émerger ces dernières années. Une partie des travailleurs immigrants a été officiellement recrutée et elle possède des documents réguliers, mais une autre importante proportion est constituée de travailleurs illégaux, voire de *sans papiers* (Raijman, Kemp, Gesser et Resnik, 2001). Ces travailleurs, et notamment les *sans papiers* (environ 100.000 personnes), ont commencé à s'organiser et à se rassembler en communautés. Les principales communautés émergentes sont originaires d'Afrique, d'Amérique Latine et des Philippines. En grande majorité ces

travailleurs immigrants habitent la zone sud de Tel-Aviv à proximité des stations centrales des bus (la nouvelle et l'ancienne). Ce n'est pas un hasard s'ils se sont installés dans des quartiers traditionnellement *défavorisés* de la ville (Kemp, Raijman, Resnik et Shamma, 2000).

Cette évolution démographique en Israël pose deux types de problèmes aux autorités éducatives israéliennes. Un premier problème, d'ordre organisationnel, est celui du cadre d'accueil pour les enfants n'ayant pas encore atteint l'âge scolaire. Un second problème, d'ordre culturel, tient au caractère juif de la population cible dans la plupart des établissements scolaires publics. Comment faut-il alors envisager la scolarité d'enfants non-juifs? Les défis posés par cette nouvelle population peuvent-ils conduire le système éducatif israélien à une politique éducative multiculturelle qui prendrait en compte la diversité culturelle croissante du pays?

### **Un problème d'ordre organisationnel: un cadre d'accueil pour les jeunes enfants des *sans-papiers***

#### ***L'éducation des enfants des sans-papiers en Israël***

Beaucoup de travailleurs immigrants laissent leurs enfants dans le pays d'origine (Schammah, Raijman, Kemp et Resnik, 2000). Cependant, une bonne partie est venue en Israël avec des enfants. De plus, de nombreux couples ont eu des enfants dans le pays d'accueil. A cause de la situation illégale des parents, il est difficile de connaître le nombre exact d'enfants de travailleurs immigrés. On l'estime à environ 3600 et la majorité habite la zone de Tel-Aviv (Friedlander, 2002). Quel est le destin de ces enfants qui en nombre croissant sont élevés en Israël? Qui est responsable de leur éducation? Les enfants en âge de recevoir l'enseignement obligatoire - en Israël de 3 à 15 ans - sont en partie protégés par la loi, mais en pratique un enseignement public est rarement offert avant 4 ans, car il est d'un coût élevé pour l'Etat. En 1991, Israël a signé la Convention International des Droits de l'enfant des Nations Unies, où on déclare que l'Etat doit assurer l'enseignement à l'âge obligatoire pour tous les enfants habitant son sol, indépendamment du statut légal de leurs parents. Si les enfants, qui ont l'âge de la scolarisation légale sont protégés d'une certaine manière, les plus jeunes - étant âgés entre 0 et 4 ans - sont dépourvus de tout encadrement éducatif. C'est un problème difficile à surmonter pour les travailleurs immigrants dont l'objectif majeur est l'amélioration de leur statut économique, ce qui les contraint à de très longues journées de travail. Comment arrivent-ils à élever leurs jeunes enfants dans cette situation de travail intensif? Quelles sont les solutions dont ils disposent en Israël pour garder leurs enfants?

Malgré les efforts du gouvernement pour réduire le nombre des *sans papiers*, l'émergence de communautés de travailleurs immigrants en Israël est incontestable. De cette manière, un nombre croissant d'enfants de travailleurs immigrants fera partie, dans l'avenir, de la population israélienne. Les arrangements prévus pour ces jeunes enfants reflètent, donc, leur mode d'incorporation dans la société d'accueil.

***Les institutions d'accueil pour les enfants des sans papiers: maternelles communautaires, municipales et chrétiennes***

Trois types d'institutions, gardant les enfants de travailleurs immigrants, se sont développés pendant les dernières années: deux d'entre elles - les institutions communautaires et municipales - se sont développées particulièrement à Tel-Aviv et le troisième - les maternelles chrétiennes - est apparu à Jérusalem.

*Les maternelles communautaires*

Dès les premières recherches portant sur l'émergence de communautés de travailleurs immigrants, l'existence de maternelles communautaires improvisées a été révélée. Certaines de ces maternelles sont gérées par des femmes latines et d'autres par des africaines. Les enfants qui y sont gardés ont entre 0 et 6 ans. Les enfants restent dans ces maternelles environ 12 heures par jour - depuis 6 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir. Dans certains cas, leurs frères ou sœurs plus âgés les rejoignent l'après-midi à la sortie de l'école. Les conditions physiques et sécuritaires y sont déplorable. Du point de vue de l'enseignement, les contenus sont lourdement influencés par les messages religieux, la discipline est infligée à travers des punitions corporelles et, dans la plupart des cas, aucune activité créatrice n'est menée. Toutes les activités sont conduites dans le langage de la communauté: en espagnol (pour les communautés d'Amérique latine) et en anglais (pour celles d'Afrique et des Philippines). Bien que la plupart de ces enfants soient nés en Israël, ils commencent leur scolarité dans l'enseignement obligatoire (à l'âge de 5 ans) sans connaître un mot d'hébreu (Friedlander, Azov-Emun, Nezer-Ben Haim et Alter, 2001).

*Les maternelles municipales*

Au niveau national, l'Etat n'admet aucune responsabilité à l'égard de la santé et de l'éducation des enfants des travailleurs immigrants. Cependant, au niveau municipal, il y a une prise en charge et la mairie de Tel-Aviv est responsable de tous les enfants de sa juridiction. Or, à partir

## *L'éducation en débats: analyse comparée, Vol 2*

de l'âge de 5 ans les enfants des travailleurs immigrants sont accueillis par les différentes institutions de Tel-Aviv. Environ 25 maternelles - la plupart d'entre elles sont situées dans la partie sud de la ville - accueillent la majorité des enfants des *sans papiers*. Etant donné le désintéret de l'Etat à l'égard de ces enfants *sans papiers*, la mairie ne touche aucun versement de la part de l'Etat. Dernièrement, la mairie de Tel-Aviv a commencé à élargir la mise en oeuvre de l'enseignement obligatoire à partir de 3 ans - loi qui est appliquée de manière différentielle dans les quartiers *difficiles* - de manière à inclure sous cette loi les enfants des *sans papiers*. Malgré cette initiative bénéfique, deux tiers des jeunes enfants de travailleurs immigrants sont pris en charge par des maternelles communautaires. Il faut insister sur le fait que les enfants gardés dans les maternelles municipales profitent d'un niveau d'éducation, de conditions matérielles et de normes de sécurité bien plus supérieures à ce dont disposent les enfants accueillis dans les maternelles communautaires. En général, les écoles n'ont pas développé un curriculum spécial visant à traiter l'absorption des enfants des travailleurs immigrants. Comme dans le cas d'enfants d'immigrants juifs, les enfants des *sans papiers* ont des difficultés de langage et les maternelles municipales consacrent une grande partie de leur effort à améliorer l'hébreu.

Une autre initiative de la mairie de Tel-Aviv a été la création en 1999 de Mesila (Centre d'assistance et d'information pour la communauté immigrante à Tel-Aviv), une institution financée par le Département social de la mairie. Parmi d'autres activités, Mesila a organisé des séminaires de formation pour le personnel qui, ne possédant en général aucune formation professionnelle pertinente, a la garde des enfants dans les maternelles communautaires.

### *Les maternelles chrétiennes*

La communauté de travailleurs immigrants de Jérusalem est considérablement plus petite que celle qui habite le centre du pays (la zone de Tel-Aviv) ainsi que plus diversifiée par rapport à son déploiement géographique. Les conditions de la communauté immigrante et les caractéristiques de la ville de Jérusalem ont encouragé les travailleurs immigrants à choisir de préférence les établissements chrétiens pour y scolariser leurs enfants. A Jérusalem, en effet, une grande quantité d'écoles maternelles fonctionnent sous l'auspice d'ordres religieux chrétiens. Mais ajoutons que la base chrétienne commune et le fait que leur condition d'*illégaux* ne pose aucun problème aux institutions chrétiennes encouragent les travailleurs immigrants à envoyer leurs enfants vers ces établissements. Etant donné que la plupart des enfants qui

recourent à ces établissements sont palestiniens, la l'ange arabe est la l'ange dominante (Strier-Roer et Olshtein-Mann, 1999).

**Un problème d'ordre culturel: la scolarité des enfants non-juifs dans l'Etat Juif peut-elle conduire vers une politique éducative multiculturelle?**

En principe, Israël est un Etat qui promeut l'immigration juive. La mondialisation, qui n'épargne pas ce pays, a entraîné une vague croissante d'immigrants non juifs dans le pays: des travailleurs immigrants autorisés (arrivant avec un permis de travail), d'autres *sans papiers* et des non-juifs de l'ex-Union Soviétique. Ces derniers, s'ils ont des liens sanguins juifs (ancêtres juifs jusqu'à la troisième génération), sont autorisés - par la *Loi du Retour* - à entrer dans le pays. Ces immigrants non-juifs posent un problème culturel au système d'éducation israélien. Au lieu de l'homogénéité juive d'autrefois - réelle ou illusoire - (Resnik, Sabar, Shoham et Shapira, 2001), les établissements se heurtent à la diversité croissante de leur population. Le système scolaire peut-il continuer à ignorer les différences entre les élèves et à se limiter exclusivement à prendre en compte le caractère juif de la population cible?

*L'exemple de deux institutions*

Deux exemples nous montrent qu'on peut déjà apercevoir des évolutions qui défient le modèle d'unité *ethno-nationale* et qui proposent une vision plus variée de la citoyenneté israélienne: l'école Bialik et l'établissement secondaire Shevah-Mofet.

*L'école Bialik*

Cette école située en plein quartier des *sans papiers* a attiré une large population d'enfants d'immigrants non juifs. Leur pourcentage a atteint jusqu'à 20% du total des effectifs. Face à cette grande quantité d'élèves d'origine très variée, aux couleurs de peaux différentes et aux croyances religieuses diverses, la directrice de cet établissement - femme charismatique et très entreprenante - a réussi à construire un programme d'études singulier. A défaut de directives provenant des autorités scolaires centrales, elle a pris l'initiative et elle a cherché la voie permettant aux élèves dans leur diversité, de s'exprimer et de trouver leur place dans le programme scolaire. Le curriculum qui a été adopté souligne la variété de la race humaine et il encourage la tolérance envers les différentes populations du monde. Le curriculum exprime une idéologie

## *L'éducation en débats: analyse comparée, Vol 2*

multiculturelle qui vise à respecter les origines respectives des enfants des travailleurs immigrants en prenant en compte leurs différentes cultures.

Si la réponse multiculturelle de l'école Bialik défie l'unité ethno-nationale de la population scolaire, le multiculturalisme de Shevah-Mofet - notre second exemple - remet en question l'uniformité de la population d'élèves juifs.

### *L'établissement secondaire Shevah-Mofet*

Il s'agit d'un établissement secondaire professionnel du sud de Tel-Aviv, accueillant une large population d'élèves russes. L'exclusivité de la langue hébraïque, en tant que langue d'enseignement dans les établissements juifs, est ici mise en question: une partie des études se réalisent en russe et la langue de communication plus courante dans les couloirs entre les élèves et les enseignants est le russe. De plus, le curriculum permet aux élèves de prendre des cours de littérature russe. Le message que ce curriculum particulariste transmet à la communauté d'immigrants de l'ex Union Soviétique est qu'il est possible de faire partie de la citoyenneté israélienne juive sans renoncer à sa culture d'origine. Cet établissement à idéologie multiculturelle est une *histoire de succès*: autrefois établissement de mauvaise réputation, il est devenu un collège qui attire les bons élèves russes des quartiers les plus éloignés et qui affiche des résultats scolaires remarquables.

Les deux exemples illustrent un détachement, voire une coupure abrupte de l'idéologie ethno-nationale unique, laquelle a inspiré pendant des décennies les politiques éducatives en Israël. Ces cas particuliers correspondent, pour le moment, à des initiatives pointues. Est-ce que les instances centrales - en particulier le Ministère de l'Éducation - les syndicats d'enseignants et les spécialistes des questions d'éducation (experts, chercheurs) prendront au sérieux le défi lancé par ces nouveaux groupes d'immigrants? Cela signifierait, alors, de remettre en question les principes de la citoyenneté israélienne unifiée de manière à permettre d'inclure la diversité qui existe dans la réalité actuelle. Mais l'inertie bureaucratique peut aussi continuer à fermer les yeux... jusqu'à ce que la réalité sociale frappe douloureusement et qu'elle mette, ainsi, en évidence l'incongruité d'un modèle d'intégration qui ne correspond plus à la réalité démographique de l'ère de la mondialisation.

### **Références bibliographiques**

Bartram, D. (1998). Foreign workers in Israel: History and theory. *International Migration Review*, 32 (2): 303-325.

## *L'éducation en débats: analyse comparée, Vol 2*

Bar-Zuri, R. (1996). Wage earners from foreign countries in Israel: conditions, attitudes and policy implications. In Research Symposium sponsored by The Friedrich Ebert Foundation and The Israeli Institute for Economic and Social Research (Ed.), *The new world of work in an era of economic change*. Israel: 45-50.

Cornelius, W.A., Martin P. & Hollifield, J. (1994). Introduction: The Ambivalent Quest for Immigration Control. In W. Cornelius, P. Martin and J. Hollifield (Eds.), *Controlling Immigration: A Global Perspective*. Stanford, California: Stanford University Press: 3-42.

Friedlander, A. (2002). Paper: Small migrants - big challenge: educational policy towards migrant workers in France, Switzerland and Germany. The 32<sup>o</sup> Conference of the Israeli Sociological Association. Bridges and spaces - sociology and multiculturalism. Hebrew University of Jerusalem. 11<sup>th</sup>-12<sup>th</sup> February 2001. (in Hebrew)

Friedlander, A., Azov-Emun, E., Nezer-Ben Haim, A. & Alter, E. (2001). Report on educational frameworks for migrant workers' children at the age of kindergarten (0-6). MESILA, Assistance and Information Center for the Migrant Community in Tel Aviv-Jaffa, Social Welfare Administration, Municipality of Tel Aviv-Jaffa. (in Hebrew)

Kemp, A., Raijman, R., Resnik, J. & Shamma, S. (2000). Contesting the Limits of Political Participation: Latino and Black African Migrants in Israel. *Ethnic and Racial*, 23, 1: 62-93.

Kimmerling, B. (1983). *Zionism and Territory: The Socio-Territorial Dimensions of Zionist Politics*, Berkeley: University of California.

Massey, D. & Liang Z. (1989). The Long-term Consequences of a Temporary Worker Program: The US Bracero Experience. *Population Research and Policy Review*, 9: 199-226.

Raijman, R., Kemp, A., Gesser, S. & Resnik, J. (2001). *Searching for a Better Future: Latino Labor Migration*. Discussion Paper 105. Tel-Aviv University: Golda Meir Institute for Social & Labor Research.

Resnik, J., Sabar, N., Shoham, E. & Shapira R. (2001). Absorption of CIS immigrants into Israeli schools: A semi-permeable enclave model. *Anthropology and Education Quarterly*, 32, 4: 424-446.

Schammah, S., Raijman, R., Kemp, A. & Resnik, J. (2000). Making in Israel - Non Jewish Latino undocumented migrant workers in the Holy land. *Estudios interdisciplinarios de America Latina y el Caribe*, 11(2): 113-136.

Schmitter Heisler, B. (1986). Immigrant settlement and the structure of emergent immigrants communities in Western Europe, *The Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 485: 76-86.

Shafir, G. & Peled, Y. (1998). Citizenship and stratification in an ethnic democracy. *Ethnic and Racial Studies* special issue on 'Aspects of ethnic division in contemporary Israel', 21, 3: 408-427.

Smootha, S. (1990). Minority status in an ethnic democracy: the status of the Arab minority in Israel. *Ethnic and Racial Studies*, 13 (3): 389-413.

State Comptroller (1996). *Year Report No. 46 1995*, Jerusalem: State Comptroller (in Hebrew).



*L'éducation en débats: analyse comparée, Vol 2*

Strier-Roer, D. & Olshtein-Mann O. (1999). To see and not to be seen: Latin American illegal workers in Jerusalem. *International migration*, 37(2): 413-434.

Yiftachel, O. (1997). Israeli society and Jewish-Palestine reconciliation: ethnocracy and its territorial contradictions. *Middle East Journal*, 51(4): 505-519.